



L'Agefi
1002 Lausanne
021/ 331 41 41
www.agefi.com

Genre de média: Médias imprimés
Type de média: Magazines populaires
Tirage: 9'510
Parution: 5x/semaine

N° de thème: 377.116
N° d'abonnement: 1094772
Page: 9
Surface: 25'740 mm²

Comment protéger les droits individuels sur la grande toile

GENEVA INTERNET PLATFORM. L'initiative diplomatique tire le bilan d'une première année d'activité.

«Les données sont l'or du futur, et là où il y a de l'or, il y a des conflits.» Pour le conseiller national et entrepreneur dans les technologies de l'information Ruedi Noser, la Geneva Internet Platform (GIP), dont il est considéré comme le père spirituel, doit répondre à ce défi réaliste. Et la Suisse semble l'endroit idéal pour cela. L'initiative lancée il y a un an par les autorités fédérales présentait en fin de semaine dernière son premier bilan d'activité. Avec une subvention de 400.000 francs de la Confédération, en plus d'apports en nature de la DiploFoundation, où la GIP est hébergée, il s'agit encore d'un embryon diplomatique au niveau exploratoire. Cependant, à l'ère digitale il n'est plus nécessaire de disposer de beaucoup d'argent pour avoir un impact. La GIP fait d'ailleurs un usage intensif d'internet dans ses opérations, avec la possibilité de participer en ligne aux événements ou l'organisation de webinars.

Après que le Parlement a accepté une motion du conseiller national zurichois pour promouvoir le rôle de Genève comme nouvelle plaque tournante de la gouver-

nance d'internet (L'Agefi du 4 mars), il faut s'attendre à ce que le Département fédéral des affaires étrangères et l'Office fédéral de la communication dédient davantage d'attention à ce projet. Ruedi Noser estime qu'il faut d'abord encourager le développement des connaissances. L'Université de Genève, l'Université de Zurich et les écoles polytechniques fédérales planchent déjà sur certaines solutions. L'autre terrain d'action est le monde diplomatique, où Genève a une carte particulière à jouer du fait de la présence de nombreuses organisations onusiennes ou paronusiennes. La Suisse, avec sa philosophie de la sphère privée, sa conception de l'Etat et du droit, peut conduire ce débat. «La question aujourd'hui ne porte plus sur le gap digital du tiers-monde, mais sur la protection des droits», relève Ruedi Noser. Une approche tiers-mondiste comporte trop de risques de se laisser entraîner par des Etats non démocratiques où la liberté d'internet est fortement réprimée. En même temps, la Suisse, grâce à sa neutralité, peut faire en sorte de réconcilier les intérêts et éviter que la gouvernance se limite à la gestion du firewall entre la Chine et les Etats-Unis.

La GIP se veut d'ailleurs un espace inclusif sur les politiques digitales à mettre en œuvre à l'avenir. Et même si internet facilite les échanges, la visibilité et la recon-

naissance du positionnement de Genève dans ce processus dépend aussi en grande partie des relations interpersonnelles directes. Le directeur de la GIP, Jovan Kurbalija, vient de terminer à cet effet un tour d'Asie dans les capitales de Kuala Lumpur (Malaisie), de Singapour, de Bangkok (Thaïlande) et de Djakarta (Indonésie). Or malgré l'usage universel d'internet, il apparaît très vite que les cultures sociales et politiques sont toujours empreintes d'une extraordinaire diversité, au sein même d'une région. Il en va de même des concepts et des terminologies de la gouvernance. Certaines communautés sont beaucoup plus intéressées par l'exploitation économique des données (et la protection réglementaire que cela peut impliquer), d'autres par le contrôle et le filtrage du contenu selon des critères religieux, d'autres encore par les garanties offertes à la liberté d'expression et aux droits de l'homme. Cela souligne les divergences interjuridictionnelles et interculturelles qu'il faudra surmonter ou rapprocher. ■

IL APPARAÎT TRÈS VITE QUE LES CULTURES SOCIALES ET POLITIQUES SONT TOUJOURS EMPREINTES D'UNE EXTRAORDINAIRE DIVERSITÉ.

PIERRE BESSARD